

Pékin : pire et meilleur ennemi de Taïwan

Marc Julienne, John Seaman

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/2 Été**, PAGES 41 À 52

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303080

DOI 10.3917/pe.212.0041

Date de mise en ligne : 09/06/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-2-page-41?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Pékin : pire et meilleur ennemi de Taïwan

Par **Marc Julienne** et **John Seaman**

Marc Julienne, chercheur, est responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifri.

John Seaman est chercheur au Centre Asie de l'Ifri.

Au cours des dernières années, la politique de la République populaire de Chine à l'égard de Taïwan est devenue de plus en plus agressive. Les pressions économiques s'intensifient et les démonstrations de force militaires sont désormais très fréquentes. La posture chinoise a pour effet de renforcer le soutien international à Taipei. La question taïwanaise occupe plus que jamais une place centrale dans la confrontation sino-américaine, elle-même exacerbée par la crise du COVID-19.

politique étrangère

Les divisions politiques entre les deux rives du détroit « ne pourront être transmises de génération en génération¹ » : Xi Jinping s'est ainsi exprimé en octobre 2013, lors d'une entrevue avec l'ancien vice-président taïwanais Vincent Siew, en marge d'un sommet de l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) à Bali. Un an après son arrivée au pouvoir, Xi nourrissait donc un certain optimisme quant à l'évolution de la relation entre la Chine continentale et l'île voisine. Les liens entre les deux parties s'étaient en effet largement développés depuis 2008, sous l'administration Kuomintang (KMT) du président Ma Ying-jeou à Taïwan, notamment par le biais de l'Accord-cadre de coopération économique (ECFA) entre la République populaire de Chine (RPC) et Taïwan. C'est également cet optimisme, ainsi que la volonté de peser dans les élections à venir sur l'île, qui ont pu conduire Xi à accepter la rencontre historique avec Ma, à Singapour en novembre 2015, quelques mois avant la fin de son second mandat. C'était il y a cinq ans et demi – autant dire : un siècle.

1. W. Jiao, « Direction Charted to Resolve Disputes », *China Daily*, 6 octobre 2013, disponible sur : www.chinadaily.com.cn.

La pression croissante de Pékin sur Taipei

Xi a, depuis lors, réitéré sa volonté de ne pas laisser aux générations futures la charge d'une solution politique aux différends entre les deux rives, mais la formule résonne tout autrement dans le contexte actuel. L'attitude de Pékin à l'égard de Taipei s'est en effet radicalement durcie depuis l'élection, en janvier 2016, de la présidente Tsai Ing-wen, leader du Parti démocrate progressiste (PDP) historiquement favorable à l'indépendance. Cette dernière n'a pas repris à son compte le « Consensus de 1992 » entre Pékin et Taipei (lequel reconnaît l'existence d'une seule Chine, sous différentes interprétations), condition *sine qua non* du dialogue pour Pékin. Lors du 19^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC) d'octobre 2017, Xi Jinping, qui entamait son deuxième mandat à la tête du Parti, déclarait : « Nous avons une volonté ferme, une confiance totale et des capacités suffisantes pour contrecarrer toute forme de complot séparatiste pour "l'indépendance de Taïwan". Nous ne laisserons personne, ni aucune organisation, ni aucun parti politique, à aucun moment et sous quelque forme que ce soit, séparer une partie du territoire chinois de la Chine.² »

Depuis 2016, Pékin a redoublé d'efforts pour défaire le réseau d'alliés diplomatiques de Taïwan. Six États ont ainsi rompu leurs liens avec l'île au profit de la RPC, faisant chuter le nombre d'alliés diplomatiques de Taïwan à quinze³. La pression de Pékin s'est encore intensifiée avec la réélection de Tsai Ing-wen en janvier 2020, alors qu'à Wuhan se répandait le virus qui allait faire basculer le monde dans l'ère du COVID-19. Durant la campagne présidentielle sur l'île, d'abord Pékin lançait une campagne de désinformation sur les réseaux sociaux⁴ et dans les médias, pour dissuader les électeurs de voter pour le PDP et les encourager à soutenir le KMT, plus favorable à Pékin⁵. Cette campagne s'est néanmoins révélée vaine au vu des résultats de l'élection. Le durcissement du discours chinois, et surtout la répression du mouvement pro-démocrate à Hong Kong

2. « Xi Jinping souligne qu'il faut adhérer à "un pays, deux systèmes" et promouvoir la réunification de la patrie », Xinhua, 18 octobre 2017, disponible sur : www.xinhuanet.com.

3. Ministère des Affaires étrangères de la République de Chine (Taïwan), disponible sur : <https://en.mofa.gov.tw>.

4. L. Chung, « Facebook Says It Will Crack Down on Fake News ahead of Taiwan Election », *South China Morning Post*, 5 novembre 2019, disponible sur : www.scmp.com ; « An Update of Our Work around #Taiwan2020 », Twitter, 6 janvier 2020, disponible sur : <https://blog.twitter.com> ; H. Murphy et Y. Yang, « Twitter Removes Thousands of China-Backed Disinformation Accounts », *The Financial Times*, 11 juin 2020, disponible sur : www.ft.com.

5. R. Doshi, « China Steps Up Its Information War in Taiwan », *Foreign Affairs*, 9 janvier 2020, disponible sur : www.foreignaffairs.com ; A. Huang, « Combatting and Defeating Chinese Propaganda and Disinformation: A Case Study of Taiwan's 2020 Elections », Harvard Kennedy School, Belfer Center, juillet 2020, disponible sur : www.belfercenter.org ; N. Monaco *et al.*, « Detecting Digital Fingerprints: Tracing Chinese Disinformation in Taiwan », rapport conjoint de Graphika, Institute for the Future's Digital Intelligence Lab et The International Republican Institute (IRI), août 2020, disponible sur : www.iri.org ; Y. Lee et I. Cheng, « Paid News: China Using Taiwan Media to Win Hearts and Minds on Island », Reuters, 9 août 2019, disponible sur : www.reuters.com.

à compter de l'été 2019, ont finalement joué un rôle déterminant dans la victoire du PDP, agissant comme des repoussoirs.

Pékin accentuait parallèlement sa pression militaire, comme de coutume à l'approche d'élections, pour rappeler aux Taïwanais, si besoin était, que la réunification par la force figurait toujours parmi les options du PCC. En juillet 2019, la Marine de l'Armée populaire de libération (APL) menait simultanément deux exercices navals, au nord et à l'intérieur du détroit⁶. En décembre 2019, le porte-avions *Shandong* transitait par le détroit. Et en avril 2020, après les élections et avant l'investiture de Tsai pour son second mandat, un groupe aéronaval composé du porte-avions *Liaoning*, de trois destroyers, d'une frégate et d'un pétrolier ravitailleur croisait au nord-est de Taïwan en passant par le détroit de Miyako, pour ensuite rentrer en mer de Chine méridionale par le sud-est de Taïwan⁷.

La pandémie de COVID-19 venait, dans ce contexte, rebattre les cartes. Alors que la RPC est considérée par certains comme responsable de la pandémie et critiquée pour son manque de transparence dans la gestion de la crise et dans la coopération avec les experts internationaux travaillant sur l'origine du virus, Taïwan apparaît comme un modèle d'anticipation, de réponse et de coopération. Taipei a en effet alerté l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dès le 31 décembre 2019 et imposé des mesures de contrôle sanitaire à ses frontières dès le 1^{er} janvier 2020, soit plus de trois semaines avant Pékin. En avril 2021, Taïwan affichait un bilan d'un peu plus de 1 000 cas et de seulement 10 morts depuis le début de l'épidémie. L'efficacité taïwanaise a même poussé de nombreux gouvernements à appeler au retour de Taïwan à l'Assemblée mondiale de la santé en tant que membre observateur, position qu'elle y a occupée entre 2009 et 2016.

**La réunification
par la force figure
toujours parmi
les options du PCC**

À mesure que l'image de la RPC se dégradait en 2020, en particulier sous l'effet d'une diplomatie agressive dite du « loup guerrier⁸ », celle de Taïwan se renforçait, nourrissant le ressentiment envers Pékin. C'est dans ce contexte que la pression militaire sur l'île s'est accrue pour atteindre

6. L. Zhou, « Chinese Military Starts Taiwan Strait Drills Amid Rising Tension with US Over Island », *South China Morning Post*, 29 juillet 2019, disponible sur : www.scmp.com.

7. « Taiwan Says Chinese Carrier Group Drills Close to Island », Reuters, 12 avril 2020, disponible sur : www.reuters.com.

8. Pour plus de détails sur la diplomatie chinoise durant la pandémie voir M. Julienne et S. Hanck, « Diplomatie chinoise : de l'esprit combattant au loup guerrier », *Politique étrangère*, vol. 86, n° 1, 2021.

une intensité inédite depuis 1949. Depuis septembre 2020, des avions de l'APL s'introduisent presque quotidiennement dans la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan, au sud-ouest de la ligne médiane de démarcation entre les deux rives du détroit. Le 26 mars 2021, ce ne sont pas moins de vingt appareils de l'APL qui ont pénétré dans la zone revendiquée par Taipei. Il s'agit là d'un exercice sans précédent, par son envergure et sa zone d'opération, puisque certains appareils ont volé jusqu'à l'est de l'île. Le 29 mars, et encore le 5 avril, 10 appareils ont de nouveau pénétré dans cette zone.

Les autorités de Pékin n'ont pas commenté ces exercices, mais des analystes anonymes ont estimé, dans le quotidien d'État *Global Times*, que l'exercice du 26 mars a « montré que l'APL était capable d'encercler l'île de Taïwan et de l'empêcher de recevoir des renforts étrangers », ou encore de « verrouiller entièrement l'île⁹ ». Ces analyses paraissent toutefois exagérées. Pour dissuader des renforts étrangers d'intervenir en soutien à Taïwan, l'APL devrait imposer une zone d'interdiction aérienne à l'est de l'île, une opération aérienne lourde et complexe qui requerrait une couverture permanente de la zone et un nombre important de ravitailleurs en vol. Sans compter que Taïwan et ses éventuels soutiens disposeraient, le cas échéant, de capacités anti-aériennes pouvant menacer fortement ce dispositif. Sur le plan militaire, ces exercices ne prouvent donc pas grand-chose quant aux capacités de l'APL. Les forces armées taïwanaises ont, de leur côté, fait décoller des chasseurs à chaque intrusion. Ces opérations incessantes sont coûteuses et usantes, pour les pilotes comme pour les appareils, à tel point que Taïwan a révisé sa doctrine en limitant autant que possible les sorties de ses chasseurs et en renforçant le rôle de la défense anti-aérienne¹⁰.

Sur le plan politique, ces exercices sont encore plus significatifs : sur un rythme quotidien et impliquant un nombre croissant d'avions, Pékin cherche à les transformer en opérations de routine, pour créer un fait accompli et rendre caduc le *statu quo* de la ligne médiane.

La stratégie taïwanaise face au géant communiste

Loin de faire plier Taïwan, les pressions chinoises semblent renforcer encore une identité politique taïwanaise propre. Des sondages menés sur l'île depuis 1994 par l'Université nationale de Chengchi démontrent ce

9. L. Xuanzun, « PLA's Largest Near-Taiwan Exercise Features Bombers to Island's East, Blocks Foreign Interventions », *Global Times*, 29 mars 2021, disponible sur : www.globaltimes.cn.

10. « Taiwan Says Tracks Intruding Chinese Aircraft with Missiles, not Always Scrambling », Reuters, 29 mars 2021, disponible sur : www.reuters.com.

renforcement progressif – particulièrement depuis 2018 – de l'identité taïwanaise, aux dépens de l'idée d'une identité duale (taïwano-chinoise), ou proprement chinoise. Fin 2020, 64,3 % des personnes sondées s'identifiaient comme seulement taïwanaises, contre 54,5 % deux ans auparavant, et seulement 17,6 % en 1994¹¹. La tendance est particulièrement marquée parmi les jeunes (20-29 ans), qui sont plus de 80 % à s'identifier aujourd'hui comme « uniquement taïwanais ». Alors qu'une majorité de Taïwanais continue d'approuver le *statu quo* avec Pékin (80,1 %), le soutien populaire à une indépendance formelle de Taïwan, à court ou long terme, gagne du terrain, avec aujourd'hui 32,4 % de la population en faveur de cette option. On relèvera que 75 % des Taïwanais interrogés estiment que Taïwan est *de facto* un pays indépendant, et que moins de 7 % d'entre eux privilégient un scénario qui mènerait vers une réunification¹².

Appuyé par son opinion publique, le gouvernement taïwanais mène une politique intérieure à la fois prudente à l'égard de son imposant voisin et agile pour échapper à ses pressions. Cette politique repose sur un principe essentiel : la résilience, tant politique, qu'économique et militaire. Face aux interférences de Pékin, Taipei use à son profit des outils de la démocratie. Les autorités communiquent activement *via* les canaux officiels, les médias et les réseaux sociaux, selon un principe de « transparence radicale » et de « confiance », pour reprendre les termes de la ministre du Numérique Audrey Tang¹³, entre le gouvernement et la société civile, en mobilisant activement cette dernière. Taïwan a également musclé son arsenal législatif pour lutter contre la désinformation, en votant fin 2019 la loi « anti-infiltration » à quelques jours des élections¹⁴.

Dans la sphère économique, le dynamisme de Taïwan, qui s'appuie notamment sur une industrie des hautes technologies de rang mondial, peut cacher des défis majeurs auxquels Taipei doit faire face. On peut relever, par exemple, une stagnation des salaires depuis 2000, ainsi qu'un déficit d'opportunités pour les jeunes qualifiés, pour lesquels le taux de chômage s'élève aujourd'hui à 12 % – soit trois fois la moyenne nationale¹⁵. Le marché de l'emploi sur le continent a une force d'attraction

11. « Taiwan Electoral and Democratization Survey (TEDS, 1994-2020) », Election Study Center, National Chengchi University, disponible sur : <https://esc.nccu.edu.tw>.

12. D. V. Hickey, « More and More Taiwanese Favor Independence – and Think the US Would Help Fight for It », *The Diplomat*, 3 décembre 2020, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

13. « Conversation on Technological Change and its Implications, with Audrey Tang, Digital Minister, Taiwan », Ifri, 30 novembre 2020, disponible sur : www.ifri.org.

14. Conseil des Affaires continentales de la République de Chine (Taïwan), disponible sur : www.mac.gov.tw.

15. E. Huang, « The Forces Behind Taiwan's Stagnant Wages », *CommonWealth Magazine*, vol. 689, 11 janvier 2020, disponible sur : <https://english.cw.com.tw>.

considérable. De manière générale, l'économie taïwanaise demeure très dépendante de la RPC, qui représentait en 2019 31 % du commerce extérieur taïwanais, soit presque le double de ses échanges avec les États-Unis et le triple de ceux avec le Japon, respectivement deuxième et troisième partenaires commerciaux¹⁶. Depuis les années 1980, plus de 100 000 sociétés taïwanaises ont installé sur le continent usines et réseaux de production. Les leviers de pression économique de la Chine sur Taïwan sont donc importants.

Taipei fait preuve d'une résilience et d'une agilité remarquables

Pour relever ces défis, les autorités taïwanaises cherchent à créer des emplois sur l'île, notamment *via* des relocalisations, ainsi qu'à diversifier les partenaires extérieurs. En 2016, l'administration Tsai a dévoilé sa stratégie New Southbound Policy (NSP), qui vise à renforcer les liens économiques (mais aussi sociaux, culturels et politiques) de Taïwan avec l'Asie du Sud et du Sud-Est. En janvier 2019, dans le contexte de la guerre commerciale entre Chine et États-Unis, Taipei a publié un plan trisannuel destiné à promouvoir la relocalisation industrielle, grâce à un ensemble de mesures attractives pour les entreprises (notamment en matière fiscale, foncière et de recrutement). Des entreprises taïwanaises se sont ainsi engagées à investir localement à hauteur de 1 000 milliards de nouveaux dollars taïwanais (soit 33 milliards de dollars américains) dans des secteurs émergents comme l'« industrie intelligente », les biotechnologies ou les énergies vertes. L'orientation politique est claire, mais les progrès restent à venir : la part de la RPC dans le commerce extérieur taïwanais est restée stable entre 2015 et 2019, et 40 % des investissements directs taïwanais à l'étranger étaient en 2019 destinés au marché chinois, contre 20 % vers les pays de la NSP¹⁷.

Taipei fait néanmoins preuve d'une résilience et d'une agilité remarquables dès qu'il s'agit d'échapper aux pressions économiques dont Pékin est coutumier. À partir de 2016, la RPC a appliqué des restrictions sur les visas des Chinois du continent souhaitant se rendre à Taïwan. Les visiteurs continentaux représentaient en 2015 40 % du total des touristes à Taïwan. De 4 millions en 2015, le nombre de touristes de RPC (hors Hong Kong) à Taïwan est dès lors tombé à 2,7 millions en 2017 – un manque à gagner conséquent pour l'industrie touristique de l'île¹⁸. En dépit de ce

16. Cette statistique inclut Hong Kong, qui compte pour 7 % du commerce extérieur taïwanais. République de Chine (Taïwan), bureau du commerce, voir sur : <https://cuswebo.trade.gov.tw>.

17. H. Yip, « Taiwan Shows How to Carefully Snip Chinese Economic Ties », *Foreign Policy*, 24 juillet 2020, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

18. Statistiques du Bureau du tourisme de Taïwan, disponibles sur : <https://stat.taiwan.net.tw>.

déficit, le nombre de touristes à Taïwan n'a cessé de progresser jusqu'à battre un record en 2019, alors même que Pékin avait imposé de nouvelles restrictions au mois d'août cette même année. Taipei est en effet parvenue à attirer de nouveaux touristes, du Japon, de Corée du Sud et surtout d'Asie du Sud-Est (Malaisie, Thaïlande, Vietnam notamment) dans le cadre de la NSP.

Taïwan et sa région



Autre exemple, fin février 2021, sous prétexte de risque sanitaire, la RPC imposait un embargo sur les importations d'ananas taïwanais, dont elle absorbe habituellement 95 % des exportations (soit 10 % de la production totale). Le gouvernement de Taipei a alors lancé une vaste campagne de communication pour trouver de nouveaux clients étrangers et inciter la population à manger des ananas pour aider les producteurs locaux.

L'ananas a ainsi été érigé en symbole de liberté (#FreedomPineapple) et de démocratie... L'opération a rencontré un immense succès grâce à la mobilisation de la population qui a ingurgité la totalité du manque à gagner, soit plus de 40 000 tonnes¹⁹...

Enfin, face à la pression militaire de Pékin, Taïwan cherche à renforcer ses capacités de défense. Elle dépend certes fortement des équipements américains, mais cherche à développer des programmes indigènes. On notera que presque un quart du budget de défense taïwanais (soit 2,3 milliards de dollars américains par an) est consacré au développement de systèmes proprement taïwanais, incluant missiles, radars, modernisation des chasseurs localement produits, drones de longue endurance, navires, et récemment le lancement d'un programme de sous-marins classiques. Selon certaines estimations, Taïwan serait aujourd'hui autosuffisante pour la moitié de ses besoins capacitaires²⁰. Face au développement rapide des forces armées chinoises, la stratégie militaire taïwanaise adopte un modèle asymétrique. Taipei ne recherche pas une vaine parité avec les forces chinoises, elle entend se doter de capacités d'interdiction qui rendraient une attaque de l'APL coûteuse, et de capacités de résilience permettant de repousser une éventuelle invasion dans l'attente de renforts étrangers.

Taïwan, atout pour la communauté internationale ?

Outre les parades politiques, économiques et militaires mises en œuvre sur le plan intérieur pour échapper aux pressions de Pékin, la politique étrangère occupe une place centrale dans la stratégie d'émancipation de Taipei vis-à-vis de la RPC. Tsai Ing-wen cherche ainsi à présenter Taïwan comme un atout pour la communauté internationale, et non comme un caillou dans sa chaussure : « Taïwan doit être considérée comme un partenaire, non comme un problème²¹. » Taipei se positionne avant tout comme un modèle de démocratie et d'opposition à l'autoritarisme, aux côtés des pays « aux vues similaires », à savoir les démocraties libérales. Aux côtés des États-Unis, de l'Australie, du Japon, de l'Inde ou encore de la France, Taïwan s'inscrit explicitement dans le concept d'Indo-Pacifique, un Indo-Pacifique qu'elle entend contribuer à maintenir « libre et ouvert²² ».

19. T. McDonald, « China and Taiwan Face Off in Pineapple War », BBC, 19 mars 2021, disponible sur : www.bbc.com.

20. D. An, M. Schrader et N. Collins-Chase, « Taiwan's Indigenous Defense Industry: Centralized Control of Abundant Suppliers », Global Taiwan Institute, mai 2018, disponible sur : <https://globaltaiwan.org>.

21. Discours de victoire de Tsai Ing-wen à l'élection présidentielle, 11 janvier 2020, disponible sur : www.youtube.com.

22. « President Tsai Addresses Indo-Pacific Leaders Dialogue Session », Bureau de la Présidence de la République de Chine (Taïwan), 27 août 2020, disponible sur : <https://english.president.gov.tw>.

La crise du COVID-19 a également offert à Taipei l'occasion de démontrer qu'un système démocratique n'est pas démuné dans la gestion d'une crise sanitaire, en dissonance avec le discours de Pékin qui a cherché à imposer la supériorité de son modèle face aux échecs de nombre de démocraties libérales en Occident. Taïwan s'est efforcé de promouvoir son image et son rôle sur la scène internationale, *via* le hashtag #TaiwanCanHelp sur les réseaux sociaux, et en livrant 50 millions de masques et des équipements médicaux à 80 pays au début de la pandémie.

L'île se positionne en outre comme un partenaire clé et incontournable sur les plans économique et géopolitique, du fait de sa place au cœur des chaînes de valeur, en particulier pour la haute technologie et l'industrie des semi-conducteurs. Composants indispensables dans toutes les technologies numériques de pointe, les semi-conducteurs sont également le fer de lance de la rivalité technologique sino-américaine. L'entreprise Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) se trouve être le leader mondial pour la production de semi-conducteurs inférieurs à 7 nanomètres, si bien que même les acteurs chinois du numérique – Huawei au premier chef – en sont dépendants. L'administration Trump s'est emparée de cette vulnérabilité de la RPC en bloquant par diverses sanctions l'approvisionnement en semi-conducteurs américains et taïwanais des entreprises chinoises : Huawei, SMIC, HiSilicon, HikVision parmi d'autres.

En pleine pandémie, la consommation massive de produits informatiques dans le monde a engendré une forte hausse de la demande de semi-conducteurs, qui a tourné en pénurie pour l'industrie automobile, elle-même très consommatrice de puces. Compte tenu du poids de TSMC et de sa capacité relative d'ajustement à la demande, les fabricants du monde entier se sont rués vers l'entreprise et Taipei pour leurs approvisionnements²³.

Avec l'accentuation de l'importance stratégique des semi-conducteurs pour l'industrie numérique mondiale, les États-Unis, la Chine mais aussi l'Europe se pressent pour rattraper leur retard, gagner en autonomie dans ce secteur, voire conquérir des positions dominantes. Là encore, Taïwan est courtisée pour son savoir-faire. La RPC manœuvre pour recruter ses ingénieurs à prix d'or, Washington a attiré un investissement de TSMC de 12 milliards de dollars américains pour l'installation d'une usine de production de semi-conducteurs de 5 nanomètres en Arizona, et l'Europe cherche à coopérer avec l'entreprise taïwanaise (ainsi qu'avec Samsung)

23. R. Balenieri, « Semi-conducteurs : TSMC, ce géant taïwanais qui peut paralyser le monde », *Les Échos*, 24 mars 2021, disponible sur : www.lesechos.fr.

pour le développement de la production de semi-conducteurs sur son sol²⁴. Pour faire face à la croissance de la demande et conserver sa position de leader, TSMC a, de son côté, annoncé début avril 2021 un investissement de 100 milliards de dollars américains jusqu'en 2023²⁵.

L'agressivité de la RPC, catalyseur du soutien international à Taïwan

L'évolution récente de la politique intérieure et extérieure de la RPC a fait naître une certaine fébrilité dans une partie de la communauté internationale. Concernant Hong Kong ou le Xinjiang, ou la dégradation des relations de la Chine avec l'Inde, l'Australie, l'Europe et bien sûr Taïwan, les préoccupations semblent justifiées. L'assurance qu'affiche la Chine, qui n'hésite pas à recourir à la provocation ou à l'intimidation dès qu'elle considère que ses « intérêts fondamentaux » sont menacés, pousse les autres puissances à reconsidérer leur approche vis-à-vis de Pékin – les États-Unis au premier chef.

L'administration Trump a émis des signaux clairs en faveur de Taïwan. Donald Trump avait annoncé sur Twitter s'être entretenu par téléphone avec Tsai Ing-wen après sa victoire aux élections américaines de décembre 2016, rompant le protocole diplomatique. On ignore toutefois s'il était alors conscient de la portée politique de son geste... Le fait est qu'il a plus tard confirmé l'appui militaire américain à Taïwan, notamment *via* divers contrats d'armement au profit de l'île. Ce sont ainsi des missiles de croisière de la gamme *Harpoon*, des systèmes de défense antiaériens *Patriot (PAC-3)* additionnels, des pièces d'artillerie mobile, des missiles balistiques tactiques, quatre drones armés *MQ-9B* (dont les exportations sont par ailleurs très limitées), ainsi que des systèmes de reconnaissance multispectrale embarqués, qui ont été approuvés à la vente vers Taïwan sous l'administration Trump. Ces contrats n'ont pas manqué de déclencher l'ire de Pékin. D'autant que, contrairement aux dispositions du *Taiwan Relations Act* américain de 1979 qui prévoit la fourniture d'armes « à caractère défensif », la nature défensive de certains de ces systèmes est contestable. Les États-Unis affirment ainsi leur soutien à Taïwan, et entendent montrer que le *Taiwan Relations Act* est une base minimale de travail.

L'affichage du soutien politique de Washington sous Trump s'est aussi manifesté par des visites d'officiels américains à Taïwan, rendues possible

24. N. Drozdiak et H. Fouquet, « EU Weighs Deal with TSMC, Samsung for Semiconductor Foundry », *Bloomberg*, 11 février 2021, disponible sur : www.bloomberg.com.

25. « TSMC to Invest \$100 Billion over 3 Years to Meet Chip Demand », Reuters, 1^{er} avril 2021, disponible sur : www.reuters.com.

par le vote du *Taiwan Travel Act*²⁶ par le Congrès en février 2018 et ratifié par le président le mois suivant. La nouvelle loi autorise des officiels de haut rang des deux côtés à se rendre visite mutuellement. C'est ainsi que Tsai Ing-wen est allée aux États-Unis en juillet 2019 (où elle n'a toutefois pas rencontré de représentants de l'exécutif fédéral). En août 2020, le secrétaire à la Santé américain Alex Azar s'est rendu à Taipei – il s'agit du plus haut responsable envoyé par Washington depuis la reconnaissance de la RPC en 1979²⁷. Il s'y est entretenu avec la présidente Tsai, ainsi qu'avec les autorités sanitaires et diplomatiques. À la même période, la représentante des États-Unis à l'Organisation des Nations unies (ONU), Kelly Craft, a déjeuné avec le représentant de Taïwan à New York, et en septembre le sous-secrétaire d'État Keith Krach s'est lui-même rendu à Taipei.

Le président Joe Biden semble en voie de confirmer l'approfondissement des liens avec Taïwan. Son administration a validé en mars 2021 l'exportation de sous-systèmes à destination des sous-marins indigènes taïwanais, en l'occurrence des sonars, des systèmes de combat et des périscoopes²⁸. Washington et Taipei ont également signé fin mars un accord de coopération sur les garde-côtes. Cet accord s'inscrit dans un contexte d'escalade des tensions maritimes, après que l'Assemblée nationale populaire de RPC a voté en janvier la loi sur la Police maritime²⁹. Celle-ci prévoit notamment d'armer les garde-côtes, déjà placés sous la tutelle de la Police armée du peuple (PAP) et sous l'autorité de la Commission militaire centrale depuis 2018. La militarisation des garde-côtes chinois est aujourd'hui source de profondes inquiétudes pour les voisins de la Chine, notamment le Japon, les Philippines, le Vietnam, et Taïwan.

Un soutien américain renforcé ?

Washington est bien entendu en première ligne dans le rapport de force avec Pékin sur la question de Taïwan. Mais face à l'affirmation de la RPC, d'autres puissances semblent de plus en plus enclines à se positionner, ou du moins à affirmer et maintenir un niveau de coopération normal avec l'île, en dépit des pressions de plus en plus fortes de Pékin. Les parlements, dont beaucoup disposent de groupes de travail sur Taïwan et entretiennent des échanges réguliers avec l'île, sont généralement les plus actifs, et les premiers confrontés aux réactions agressives de Pékin.

26. *Taiwan Travel Act*, disponible sur : www.govinfo.gov.

27. S. Lepître, « Visite historique d'un secrétaire américain à Taïwan », *Le Monde*, 10 août 2020, disponible sur : www.lemonde.fr.

28. L. Chung, « US-Taiwan Relations: Biden Administration Gives Green Light to Exports of Key Submarine Rehnology », *South China Morning Post*, 16 mars 2021, disponible sur : www.scmp.com.

29. Loi de la RPC sur la Police maritime, disponible sur : www.xinhuanet.com.

Quand une délégation du Sénat tchèque, emmenée par son président, s'est rendue à Taïwan en août 2020, le ministre chinois des Affaires étrangères en personne a déclaré que ce dernier « paierait un lourd tribut pour son action à courte vue et sa manipulation politique³⁰ ». En mars 2021, une polémique a éclaté en France après que l'ambassade de la RPC a tenté de dissuader le sénateur et président du Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taïwan Alain Richard, de mener une délégation à Taïwan à l'été 2021³¹. Début 2021, le Parlement européen a voté une motion invitant « l'Union européenne et les États membres à revoir leur politique d'engagement avec Taïwan et à travailler avec des partenaires internationaux partageant les mêmes vues pour protéger la démocratie taïwanaise des menaces étrangères³² ».

* * *

Taïwan se trouve aujourd'hui dans une situation paradoxale vis-à-vis de la RPC. Les menaces et pressions de Pékin atteignent des sommets, tandis que la position de Taïwan sur la scène internationale se consolide nettement, du fait même de l'attitude de Pékin. Ce dernier apparaît donc à la fois comme le meilleur et le pire ennemi de Taipei. La radicalisation de l'autoritarisme du PCC, l'agressivité de sa diplomatie et son aventurisme militaire ne rendent que plus attractif le modèle démocratique taïwanais qui, même aux pires heures de la pandémie, a fait mentir les laudateurs de l'autoritarisme en temps de crise. En réaction à sa posture, Pékin pousse aussi nombre de démocraties libérales à afficher leur soutien et à resserrer leurs liens avec Taïwan. L'escalade des tensions dans le détroit n'en demeure pas moins très préoccupante et rend la situation sécuritaire volatile, et imprévisible.



Mots clés

Taïwan
République populaire de Chine
Armée populaire de libération
Mer de Chine méridionale

30. « Wang Yi: Those Who Challenge the One China Principle Will Pay Heavy Price », ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 31 août 2020, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

31. « Le torchon brûle entre le sénateur Alain Richard et l'ambassade de Chine », *La Lettre A*, 18 mars 2021, disponible sur : www.lalettrea.fr.

32. « Motion for a European Parliament Resolution on the Implementation of the Common Security and Defence Policy – Annual Report 2020 », 20 janvier 2021, disponible sur : www.europarl.europa.eu. Voir aussi A. Bondaz, « Taïwan, une puissance diplomatique à part entière », Fondation pour la recherche stratégique (FRS), 18 mars 2021, disponible sur : www.frstrategie.org.